

rent les bolchéviks en 1917-20 pour le compte du prolétariat mondial.

Il nous semble que nous pouvons dé-partager deux étapes dans la politique internationale de l'Etat russe. La première entre 1917 et 1920, où le sort de l'Etat russe est confié au prolétariat mondial; la seconde, qui est consacrée par l'accord de Rapallo à la Conférence de Gênes (1922) où les positions sont nettement renversées: le prolétariat mondial confie son sort à l'Etat russe, dont le renforcement devient la revendication essentielle de la classe ouvrière de tous les pays. Cela devait aboutir, en 1927, après l'écrasement des oppositions dans le parti russe, au triomphe de la théorie du socialisme dans un seul pays.

Sur les massacres du Père-Lachaise, les bolchéviks ont édifié la victoire d'Octobre 1917, sur la dégénérescence centriste actuelle, sur les massacres d'aujourd'hui et les hécatombes des ouvriers russes de demain, les fractions de gauche préparent la victoire de la révolution mondiale.

La dictature du prolétariat ne change et ne peut pas changer le caractère essentiel de la nature de l'Etat qui, étant un organisme de coercition, est menacé — dès sa fondation — d'être emporté par les courants sociaux qui s'appuieront sur lui (à l'intérieur de ses frontières) pour la construction et la défense de privilèges économiques et politiques et sur le terrain international, pour l'incorporer au système du capitalisme mondial.

Bien évidemment, le prolétariat aurait tout avantage à ne pas fonder son Etat, mais, pour cela, il devrait pouvoir façonner l'histoire à l'image de ses idéales, non être le produit d'une société divisée en classe, et un produit qui ne pourra déraciner les classes que le jour où la technique de production permettra le libre développement des besoins de l'humanité et leur plein assouvissement. Le contraste entre la mission communiste du prolétariat et l'œuvre coercitive de son Etat, mis en lumière par Engels et pleinement revendiqué par Lénine, peut se résoudre dans la canalisation de l'Etat dans le mouvement prolétarien mondial, ou dans la ligne opposée de son encastrément dans le mécanisme du capitalisme international.

Nous avons déjà indiqué les termes où se meut le capitalisme en général et le cadre de ses Etats compétitifs. Sur le

plan, qui comprend tout un cycle de situations, c'est l'alternative guerre-paix qui régit le système entier. L'Etat ouvrier ne pose pas un problème d'incompatibilité morale avec la guerre et ses horreurs, mais d'incompatibilité historique et politique. L'Etat ouvrier ne se défend et ne s'étend pas au travers des guerres. Le cercle qui menace sa vie ce n'est pas l'attaque armée du capitalisme de chaque pays réalisant l'unité universelle contre lui. L'Etat ouvrier se défend, se renforce, évolue dans la mesure où le prolétariat de chaque pays se dresse contre le capitalisme qui l'opprime, dans la mesure où sa politique aide l'effort révolutionnaire de la classe ouvrière mondiale. En 1917-20, l'Etat russe n'a pas été sauvé grâce aux seuls prodiges et à l'héroïsme des ouvriers russes, mais surtout à cause des batailles révolutionnaires que les prolétariats de différents pays menèrent contre leur bourgeoisie respective.

La disproportion apparente entre la puissance militaire dont dispose l'Etat ouvrier et les conditions dans lesquelles se trouvent les ouvriers désarmés dans les Etats capitalistes, ne peut jamais nous faire oublier la loi du développement de la révolution mondiale qui résulte de l'opposition entre les classes sur le terrain mondial et non de la lutte entre les Etats. L'Etat ouvrier restera dans le chemin révolutionnaire à la condition de faire dépendre son évolution du mouvement prolétarien mondial. Poser ce dernier à la remorque de l'Etat ouvrier ou le faire dépendre de cet Etat, c'est aussi accompagner ce dernier dans le chemin qui le conduira à la dégénérescence d'abord, à la trahison ensuite.

Sans vouloir préjuger des circonstances accidentelles qui pourraient justifier la guerre de la part de l'Etat ouvrier, nous affirmons que, pour que cette guerre puisse être revendiquée par le prolétariat international, puisse représenter un acte de la vie de la défense, du développement de cet Etat, il devrait s'agir exclusivement d'un moment de la guerre civile que mène le prolétariat mondial.

En principe donc, nous croyons devoir repousser toute la politique basée sur la perspective de l'attaque guerrière du capitalisme mondial contre l'Etat russe, aussi bien que la nécessité de concentrer dans cet Etat et autour de sa défense, le prolétariat mondial. — Il en est évidem-

ment de même pour ce qui concerne la participation de l'Etat russe à une constellation impérialiste. Dans les deux cas, l'Etat ouvrier cesse de rester dans le domaine de la lutte des classes pour laquelle il avait été fondé par le prolétariat international et entre dans le giron opposé des compétitions entre les Etats pour faire aboutir dans la guerre, la maturation des contrastes surgissant de la division de la société en classes. C'est l'alternative guerre-paix se déroulant dans les limites du régime capitaliste qui étroit l'Etat ouvrier et non l'antagonisme de classe bourgeoisie-prolétariat d'où seulement peut surgir la victoire de la révolution mondiale.

6. — LA GUERRE ET LES COLONIES

Ainsi que Marx l'a démontré, le mécanisme de l'économie capitaliste est conditionné non par la capacité de consommation générale de l'ensemble de la société, mais par la loi de la création de la plus-value qui est constituée par une soustraction progressive des capacités d'achat en face d'une production progressant toujours sous l'effet du développement continu de la technique de production. La plus-value est représentée par la partie du salaire qui, ne retournant pas au producteur, enlève toute possibilité d'harmonie au marché capitaliste encombré toujours plus par la masse de la production qu'il est impossible de consommer dans les limites du régime bourgeois. D'autre part, Marx contre Say et contre l'économie classique, a abondamment prouvé l'impossibilité, pour la minorité capitaliste, de consommer la partie de la plus-value qui n'est pas consacrée au renouvellement et au fonctionnement du nouveau cycle économique. La nécessité d'un marché extra-capitaliste apparaît donc comme une condition de fonctionnement du régime tout entier. Le marché colonial, où la vente du produit ne donne pas lieu au phénomène spécifique de la plus-value capitaliste — l'acheteur n'étant pas un salarié industriel — acquiert la fonction d'amortisseur du mécanisme économique en lui permettant de tamponner les chocs résultants de l'antagonisme entre une capacité de production s'accroissant dans la mesure où se restreint la capacité d'achat du marché. Nulle statistique ne peut traduire la grandeur du décalage entre la production et la con-

sommation d'un régime capitaliste, car la capacité d'achat ne se mesure pas seulement suivant les salaires réalisés par les producteurs, mais par la valeur du travail qui augmente en proportion du développement technique; dès lors, toute augmentation des salaires parce qu'elle ne représente pas l'accroissement de la productivité du travail (la plus-value capitaliste est justement constituée par du travail non payé), n'agit nullement dans l'alternative des heurts éclatant dans le système capitaliste.

Pour ce qui concerne les colonies, il en est de même. Marx avait déjà prouvé l'impossibilité de déterminer une harmonie dans le mécanisme économique du capitalisme au travers du marché colonial et extra-capitaliste, puisque la colonie elle-même est entraînée dans le giron de l'évolution vers l'économie industrielle. Ici aussi les statistiques sont incapables de montrer les changements survenus dans la structure de l'économie mondiale. En effet, nous ne pouvons que mesurer l'évolution de la métropole dans le commerce indigène où se développe l'industrie locale, et bien que la perte subie par les capitalismes colonisateurs soit énorme, elle ne fera pas apparaître un autre élément bien plus important. En effet, la politique impérialiste étant un frein au développement industriel des colonies, la perte devrait se mesurer non par la simple analyse des faits économiques, non par une simple comptabilisation des résultats, mais après avoir établi le poids et l'action du frein opposé par l'impérialisme métropolitain au développement industriel de la colonie.

Dans le mécanisme économique, le capitalisme ne peut éviter que le salarié se transforme en son fossoyeur, car l'évolution industrielle d'où surgit la bourgeoisie détermine (à cause de la nature socialiste de l'instrument de production), les prémices pour la formation de la classe prolétarienne et pour sa victoire. En fin de compte, le capitalisme contrecarrera l'évolution historique qui le condamne, grâce à la corruption du parti du prolétariat et de la violence qui n'aura quand même qu'une fonction et une importance secondaire à l'égard de la manœuvre d'enveloppement et de corrosion du parti prolétarien. Dans les colonies, il en est de même: le capitalisme, incapable de condamner à jamais l'économie coloniale à